



Plan d'évaluation ministériel quinquennal 2024-2025 à 2028-2029



**Préparé par la Direction générale des données, des connaissances et de
l'évaluation (PRD)**

Affaires mondiales Canada

Juin 2024



Table des matières

3	Note de confirmation de l'administrateur général	9	Ressources et capacités
4	Fonction d'évaluation d'Affaires mondiales Canada	11	Annexe I. Plan d'évaluation ministériel quinquennal
5	Bilan sur le plan d'évaluation ministériel d'Affaires mondiales Canada	16	Annexe II. Affaires mondiales Canada - Répertoire des programmes (2023-2024)
6	Réalisations de l'évaluation en 2023-2024	17	Annexe III. Programmes exclus du Plan d'évaluation ministériel quinquennal
7	Contexte ministériel : Affaires mondiales Canada	18	Annexe IV. Évaluations récemment publiées par Affaires mondiales Canada
8	Couverture des évaluations		

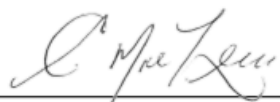
Note de confirmation de l'administrateur général

J'approuve le plan quinquennal continu d'évaluation d'Affaires mondiales Canada (AMC) pour les exercices de 2024-2025 à 2028-2029, que je sou mets au Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, conformément à la *Politique sur les résultats* et à l'article 42.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

Comme le prévoit la section 4.3.15 de la Politique, je confirme que ce Plan d'évaluation ministériel quinquennal respecte les exigences suivantes en matière d'évaluation :

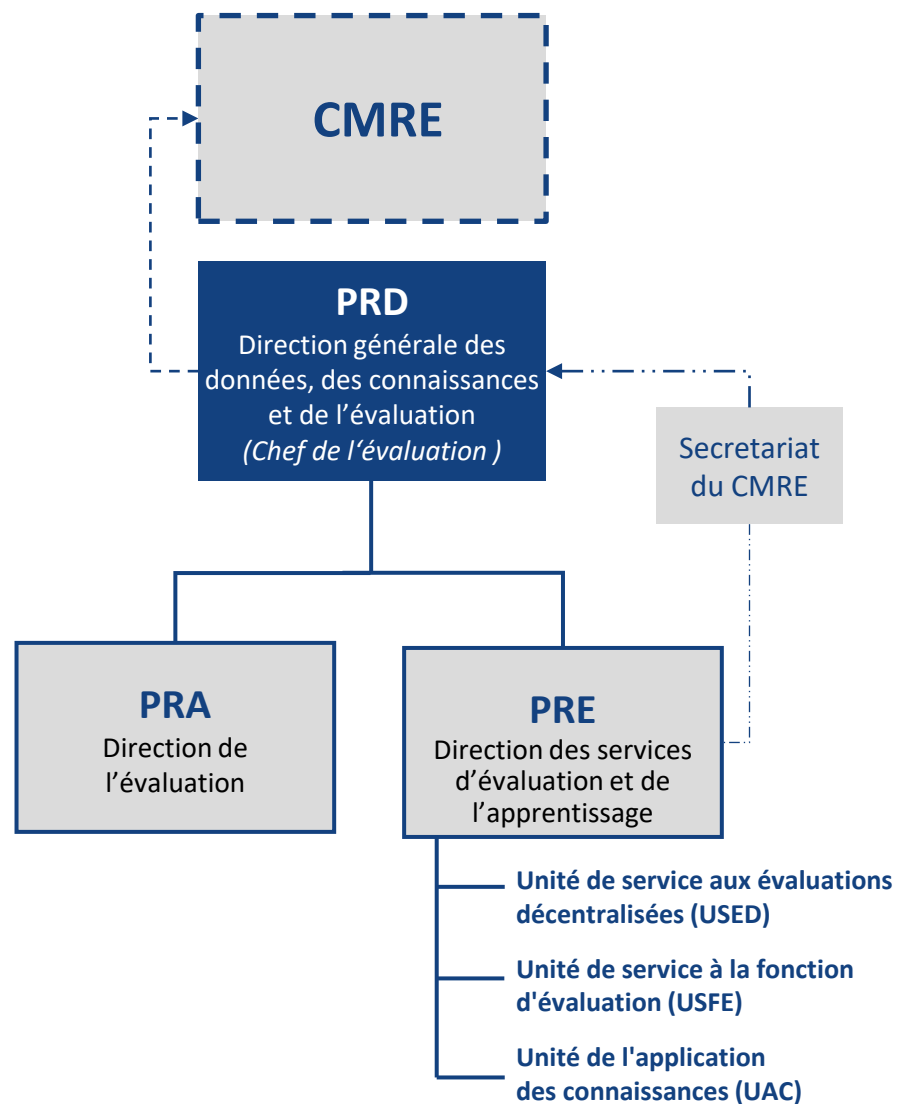
- il se fonde sur un exercice annuel de planification de l'évaluation, y compris des consultations auprès du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada;
- il précise la portée prévue de l'évaluation, y compris les dépenses organisationnelles et les programmes visés du Répertoire des programmes, pendant la période de planification;
- il indique les dépenses de l'organisation et les programmes du Répertoire des programmes qui ne sont pas soumis à l'évaluation pendant la période de planification, avec les justifications nécessaires;
- il comporte des évaluations de tous les programmes de subventions et de contributions en cours et pour lesquels les dépenses réelles moyennes sur cinq ans sont d'au moins 5 millions de dollars par année;
- il comprend toutes les évaluations exigées par la loi et découlant des engagements pris dans les présentations approuvées par le Conseil du Trésor du Canada ;
- il comprend toutes les évaluations demandées par le secrétaire du Conseil du Trésor du Canada ;
- il comprend toutes les activités d'évaluation nécessaires à la réalisation, au niveau central, des évaluations ou des examens en vue de l'harmonisation des ressources.

Je veillerai à la mise à jour annuelle du Plan et je rendrai compte de sa mise en œuvre au Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, comme il convient de le faire.



Christopher MacLennan
Sous-ministre du Développement international
Affaires mondiales Canada

Fonction d'évaluation d'Affaires mondiales Canada



LE SAVIEZ-VOUS?

- PRD est le **chef de l'évaluation** pour Affaires mondiales Canada et est responsable de la direction de la fonction d'évaluation.
- Nous **évaluons des programmes, des politiques et des initiatives** dans l'ensemble des secteurs d'Affaires mondiales Canada.
- Conformément à la *Politique sur les résultats* (2016) du Conseil du Trésor, toutes les évaluations ministérielles sont examinées et approuvées par le **Comité de la mesure du rendement et de l'évaluation (CMRE)**, l'un des trois comités de gouvernance ministérielle présidés par les sous-ministres.
- Nous jouons un rôle clé en tant que **conseiller fiable** tout au long du cycle d'une initiative.
- Nous fournissons un **leadership éclairé** et **améliorons les outils d'évaluation**, incluant au niveau de l'égalité des genres, des approches féministes, de l'éthique, au sein d'AMC et au niveau international.
- Nous offrons un **renforcement des capacités et des services d'aide technique** aux évaluations gérées par les programmes.
- Nous dirigeons la revue annuelle du **Plan d'évaluation ministériel quinquennal** et surveillons l'état d'avancement des **Réponses et Plan d'action de la direction (RPAD)**. Nous examinons également **les soumissions au CT** et **les MC** pour veiller à ce que les besoins en matière d'évaluation soient identifiés et pris en compte dans le plan quinquennal.

Nadia Ahmad
Directrice générale
et chef de
l'évaluation

Mathieu Audet
Directeur, PRA

Tamara Sequeira
Directrice, PRE

Contactez la fonction d'évaluation :



Evaluation@international.gc.ca



www.international.gc.ca/gac-amc/publications/evaluation

Bilan sur le plan d'évaluation ministériel d'Affaires mondiales Canada

L'évaluation soutient la collecte systématique et l'analyse neutre de données probantes pour examiner la pertinence, l'efficacité et l'efficience des programmes et services ministériels. Les résultats de l'évaluation appuient la prise de décision fondée sur des données probantes, l'amélioration continue des politiques et des programmes, et contribuent au respect des obligations en matière de reddition de compte, en tenant les Canadiens informés des résultats obtenus et des ressources utilisées pour y parvenir.

Ce document présente le plan ministériel quinquennal d'évaluation d'Affaires mondiales Canada pour la période de 2024-2025 à 2028-2029.

Ce plan est conforme aux exigences de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et de la *Politique sur les résultats* du Conseil du Trésor du Canada. Il est élaboré dans le cadre de consultations à l'échelle du Ministère avec la haute direction d'AMC, des principaux groupes de travail et des comités ministériels.

Le plan vise à établir une base de données probantes pour la prise de décision, en trouvant un équilibre entre les exigences obligatoires liées aux décisions en matière de programmes, de politiques ou de financement et le besoin d'information et d'apprentissage transversal.

L'élaboration du plan d'évaluation quinquennal du Ministère tient compte des facteurs suivants :



Exigences

Exigences du SCT

- 1 **Subventions et contributions** avec une dépense moyenne sur cinq ans de plus de 5 millions de dollars par année, conformément à la Loi sur la gestion des finances publiques.
- 2 Engagements en matière d'évaluation pris dans les **présentations au Conseil du Trésor**, les **mémoires au Cabinet** et d'autres exigences législatives.
- 3 Tous les programmes répertoriés dans l'**inventaire des programmes d'AMC** doivent être évalués périodiquement (services internes exemptés).

Priorités d'AMC

- 4 Évaluations identifiées pour répondre aux **besoins d'information du Ministère** en fonction d'une analyse des risques, des priorités et des besoins.



Calendrier

- ✓ Délais de renouvellement des programmes et les engagements de financement
- ✓ Harmonisation avec aux besoins d'information du Ministère
- ✓ Coordination avec les autres fonctions de surveillance
- ✓ Harmonisation avec d'autres ministères dans le cadre d'initiatives horizontales
- ✓ Ressources et capacité de la fonction d'évaluation

Réalisations en matière d'évaluation pendant la période 2023-2024

Au cours de l'exercice financier 2023-2024, l'équipe d'évaluation a mené à bien quatre (4) des huit (8) évaluations prévues. Les retards des autres évaluations prévues pour l'exercice sont dus au fait que les projets d'évaluation étaient plus complexes, avaient une portée plus large que prévu et impliquaient un grand nombre de parties prenantes internes et externes ayant de nombreuses demandes concurrentes. Des engagements ministériels par le programme ont retardé davantage l'évaluation des opérations de sanctions d'Affaires mondiales Canada.

L'équipe d'évaluation continue d'utiliser des méthodes de collecte de données participatives et inclusives, y compris en intégrant des approches féministes lorsque cela est possible, afin de s'assurer que des voix diverses sont entendues. Cette approche exige des processus plus exhaustifs, plus inclusifs et plus longs en matière de consultations, de collecte des données et de préparation de rapports, ce qui peut se répercuter sur les calendriers des projets d'évaluation. L'équipe consacre également du temps à l'amélioration et à la réalisation d'engagements de grande valeur liés à des produits d'évaluation novateurs, tels que le cadre d'analyse de la localisation initialement conçu dans le cadre de l'évaluation du Fonds canadien d'initiatives locales (FCIL).

4

évaluations en
EF 2023-2024

Évaluations réalisées par l'équipe d'évaluation d'AMC :

- Programme des femmes d'affaires en commerce international (FACI)
- Programmes d'aide au renforcement des capacités de lutte contre la criminalité et des capacités antiterroristes
- Programmation de l'aide internationale en Haïti
- Cohérence en matière de diplomatie, de commerce et de l'aide internationale du Secteur de l'Europe, de l'Arctique, du Moyen-Orient et du Maghreb (EGM)

Évaluations institutionnelles réalisées par l'intermédiaire de MOPAN :

- | | |
|---|---|
| <ul style="list-style-type: none"> ▪ Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR) ▪ Société financière internationale (IFC) ▪ Organisation internationale pour les migrations (IOM) ▪ Fonds international de développement agricole (IFAD) | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Banque interaméricaine de développement (IDB) ▪ Programme conjoint des Nations Unies sur le VIH et le sida (UNAIDS) ▪ Banque africaine de développement (AfDB) ▪ IDB Invest ▪ Banque mondiale |
|---|---|

L'Unité de service aux évaluations décentralisées :

- a contribué à l'achèvement de 17 évaluations décentralisées ou menées par des programmes en apportant une assistance technique, une révision de l'évaluation et une assurance qualité
- a fourni des services pour 92 dossiers d'évaluation

17

évaluations
décentralisées

Évaluations complétées au T1 2024-2025

Trois évaluations menées par AMC, dont l'approbation était prévue en 2023-2024, ont été achevées au cours du premier trimestre 2024-2025 :

- Évaluation formative du Partenariat pour l'égalité des genres
- La Stratégie du Canada pour répondre aux crises des Rohingyas et du Myanmar
- Enveloppe du Devoir de diligence

Une évaluation horizontale menée par la Sécurité publique Canada a également été légèrement reportée au début de l'année 2024-2025 :

- Plan d'action national de lutte contre la traite de personnes

Contexte ministériel : Affaires mondiales Canada

Cadre ministériel des résultats	Budget principal des dépenses 2024-2025 (\$ CA)	Crédits liés aux S et C 2024-2025 (\$ CA)
Responsabilité essentielle 1 : Diplomatie et défense des intérêts internationales	1 020 936 094 \$	624 618 221 \$
Responsabilité essentielle 2 : Commerce et investissement	420 418 076 \$	76 135 357 \$
Responsabilité essentielle 3 : Programmation en matière de développement, de paix et de sécurité	5 619 469 815 \$	5 432 757 547 \$
Responsabilité essentielle 4 : Aide aux Canadiens à l'étranger	73 892 140 \$	0 \$
Responsabilité essentielle 5 : Soutien à la présence du Canada à l'étranger	1 333 543 057 \$	0 \$
Services internes	339 834 641 \$	900 000 \$
Budget total	8 808 093 823 \$	6 134 411 125 \$

Le travail d'Affaires mondiales Canada à l'étranger est guidé par sa politique étrangère féministe, qui vise à construire un monde plus pacifique, plus inclusif et plus prospère.

AMC a pour mandat de définir, de façonner et de promouvoir les intérêts et les valeurs du Canada dans un environnement mondial complexe. Pour ce faire, il gère les relations diplomatiques, promeut le commerce international et fournit une assistance consulaire. En outre, AMC dirige les efforts de développement international, d'aide humanitaire, de paix et de sécurité, et contribue également à la sécurité nationale et au développement du droit international.

Conformément à la *Politique sur les résultats* du Conseil du Trésor, le cadre ministériel des résultats d'AMC décrit les cinq responsabilités essentielles et les services internes, les résultats de haut niveau visés par le département et la manière dont les progrès seront évalués.

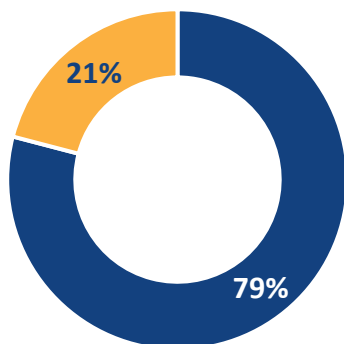
Ce cadre est complété par le répertoire des programmes d'AMC (voir l'Annexe II), qui comprend au total 53 programmes et décrit comment le Ministère est organisé pour soutenir l'atteinte de ces résultats. Le répertoire des programmes représente l'ensemble du portefeuille d'évaluation. En principe, tous les programmes et toutes les dépenses figurant dans le répertoire des programmes (à l'exception des services internes) devraient faire l'objet d'une évaluation périodique.

Selon le Budget principal des dépenses, AMC prévoit dépenser environ 8,8 milliards de dollars pour ses programmes, politiques, initiatives et services au cours de l'exercice financier 2024-2025.

Remarque : AMC fait actuellement l'objet d'une réorganisation dont la première phase devrait être achevée à l'automne 2024. Cela pourrait avoir une incidence sur la composition de l'inventaire des programmes d'AMC et sur le financement des programmes par rapport au budget principal des dépenses.

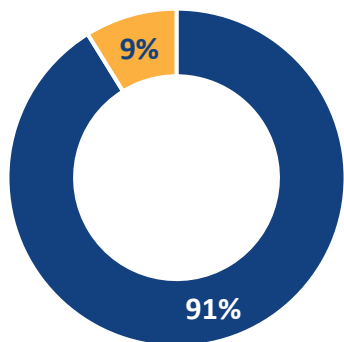
Couverture des évaluations

Couverture totale du répertoire des programmes par les programmes obligatoires



■ Programmes couverts ■ Programmes non couverts

Couverture totale en fonction du budget principal des dépenses 2024-2025



■ Dépenses couvertes ■ Dépenses non couvertes

Couverture des évaluations prévue par Affaires mondiales Canada

Le plan d'évaluation ministériel pour la période 2023-2024 à 2027-2028 a été élaboré en vue de trouver un équilibre délicat entre le respect des exigences obligatoires en matière d'évaluation et les besoins d'information du Ministère.

Au total, **36 évaluations** sont incluses dans le plan quinquennal. De nombreuses évaluations portent sur plus d'un programme, ce qui permet de couvrir **34 des 43 programmes** requis dans le répertoire des programmes (à l'exclusion des programmes énumérés ci-dessous). Cela correspond à **91 % du total du budget principal des dépenses pour 2024-2025**, ou à 99 % des programmes permanents de subventions et de contributions (S et C) dont les dépenses moyennes sur cinq ans sont égales ou supérieures à 5 millions de dollars par an.

Pour les autres programmes dont les S et C dépassent le seuil fixé par la LFP, soit une évaluation récente a été réalisée, soit peu de changements n'ont été apportés à la programmation ou au contexte depuis la dernière évaluation, soit les besoins étaient faibles car d'autres examens, audits ou recherches ciblées ont été réalisés ou sont prévus pour répondre aux besoins d'information (voir l'annexe III). Le calendrier de 5 ans satisfait par conséquent à toutes les exigences juridiques et aux exigences stratégiques du SCT.

Évaluations horizontales

Le Ministère doit réaliser deux évaluations horizontales avec d'autres ministères du gouvernement du Canada, qui contribuent également à la couverture globale :

- Stratégie emploi et compétences jeunesse (responsable : EDSC)
- Arrangement sur la police civile au Canada et programme d'opérations policières internationales et de maintien de la paix
- La Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique (responsable : AMC)

Programmes exemptés d'évaluation

Il n'est pas nécessaire d'évaluer les 10 programmes qui relèvent des services internes (c'est-à-dire les programmes 44 à 53). Toutefois, l'efficacité et l'efficacités de certains de ces services peuvent être couvertes dans le cadre des évaluations ou des examens internes planifiés des programmes, des stratégies ou des initiatives.

Les contributions aux organisations internationales qui relèvent du programme 2. Politique multilatérale sont considérées comme exemptées. Affaires mondiales Canada satisfait à une partie de ses exigences de couverture par le biais du MOPAN. Chaque année, les 19 membres de la MOPAN contribuent collectivement aux évaluations institutionnelles des points forts et des points à améliorer d'un certain nombre d'organisations internationales.

Ressources et capacités

Postes d'évaluation (au 1 avril 2024)

Classification et niveau	Direction générale des données, des connaissances et de l'évaluation (PRD)	Direction de l'évaluation (PRA)	Direction des services d'évaluation et de l'apprentissage (PRE)
EX-03	1*		
EX-01		1	1
AS-03	1*		
AS-01		1	1
EC-07		4	3
EC-06		8	5
EC-05		8	4
EC-04		7	2
PM-04			1
Total	2*	29	17

Prévisions des ressources d'évaluation pour l'exercice financier 2024-2025 (\$ CA)

Direction	Salaires	F et E	Total
PRD*	237 938 \$	66 000 \$	303 938 \$
PRA	2 816 652 \$	1 169 000 \$	3 985 652 \$
PRE	1 502 873 \$	146 000 \$	1 648 873 \$
Total	4 557 463 \$	1 381 000 \$	5 938 463 \$

* La DG du Direction générale des données, des connaissances et de l'évaluation (PRD) est la chef de l'évaluation. Environ 75 % des ressources du PRD sont consacrées au soutien et à la supervision des activités de la fonction d'évaluation.

Ressources

La fonction d'évaluation d'AMC comprend 48 postes équivalents temps plein (ETP). Au 1er avril 2024, 71 % seulement des postes financés étaient effectivement pourvus en raison d'emplois vacants, d'absences à long terme et de la disponibilité des fonds. Pour l'exercice 2024-2025, les dépenses salariales annuelles sont estimées à 4,6 millions de dollars. Le budget total de fonctionnement et d'entretien (F et E) est d'environ 1,4 million de dollars.

Capacité à répondre aux besoins d'évaluation

Afin de mieux répondre aux exigences de l'évaluation et aux besoins d'information du Ministère, tout en optimisant les ressources et l'expertise spécialisée, la fonction d'évaluation d'AMC a fait l'objet d'une réorganisation en 2022. Cette réorganisation a abouti à la création de deux directions distinctes dotées de mandats complémentaires pour soutenir la prise de décision fondée sur des données probantes : la Direction de l'évaluation (PRA), responsable de la réalisation des évaluations et la Direction des services d'évaluation et de l'apprentissage (PRE), qui vise à maximiser l'apprentissage tiré de l'évaluation et à aider à rationaliser les processus et les services d'appui liés aux évaluations ministérielles et décentralisées.

Le nombre de projets d'évaluation menés chaque année dépend de leur portée et de leur complexité. Lorsque l'équipe d'évaluation est au complet, elle est en mesure de produire six à huit rapports d'évaluation par an, en plus de soutenir les évaluations institutionnelles des organisations multilatérales par le biais du MOPAN. Les évaluations sont également souvent soutenues par des consultants externes et des évaluateurs locaux, qui sont en mesure de compléter les connaissances et l'expertise techniques et contextuelles des équipes internes. En tant que plus grande équipe de recherche d'Affaires mondiales Canada, la fonction d'évaluation fournit également d'autres services et élabore de nombreux produits d'évaluation et d'apprentissage, des documents d'orientation et des outils. En outre, elle participe à de nombreux groupes de travail ministériels et à des communautés d'évaluation internationales afin de partager les leçons apprises des évaluations.

Le grand nombre de programmes figurant dans le répertoire des programmes, ainsi que les obligations d'évaluation prévues dans les mémoires au Cabinet, les présentations au Conseil du Trésor et d'autres annonces de financement ayant des incidences directes sur le Ministère, imposent des exigences considérables à la fonction d'évaluation. Il existe également une demande croissante visant des évaluations plus ciblées et thématiques afin de répondre aux priorités de la haute direction et à d'autres besoins d'information du Ministère.

Malgré les récentes processus d'embauche concurrentiels à tous les niveaux, la fonction d'évaluation a connu des retards dans la dotation complète des postes financés. Cela a eu des répercussions négatives sur le démarrage et l'achèvement de certains projets d'évaluation dans les délais impartis. Afin d'éviter de nouveaux retards, la fonction d'évaluation a cherché activement à compléter son personnel avec des employés occasionnels et des employés temporaires, dans la mesure du possible. Elle externalise également partiellement ou totalement certaines de ses évaluations, mais les longues procédures de contrats continuent de poser un défi.

Annexes



Plan d'évaluation ministériel quinquennal



Affaires mondiales Canada - Répertoire des programmes (2023-2024)



Programmes exclus du Plan d'évaluation ministériel quinquennal



Évaluations récemment publiées par Affaires mondiales Canada

Annexe I. Plan d'évaluation ministériel quinquennal

Le calendrier ci-dessous reflète les évaluations prévues pour les cinq prochaines années, résultant des consultations annuelles avec la haute direction d'AMC et les principales parties prenantes. Les évaluations sont présentées au cours de l'exercice financier où l'approbation du CMRE est attendue. Conformément à la légende, les exigences spécifiques en matière d'évaluation obligatoire ou discrétionnaire sont évaluées dans le tableau, de même que le lien entre les évaluations respectives et l'inventaire des programmes. Les évaluations décentralisées ne figurent pas dans le Plan d'évaluation ministériel. Bien qu'elles servent à éclairer les évaluations ministérielles, elles ne doivent pas être considérées comme des recherches sur l'opinion publique.

Année 1 – EF 2024-2025	Début prévu/En cours	Approbation planifiée	Exigences	Lien avec RP	Bureaux de première responsabilité
Opérations de sanctions d'Affaires mondiales Canada	✓	T3	2	1	Politique stratégique (PFM)
Évaluation thématique : Éducation des femmes et des filles dans les états fragiles et touchés par un conflit	✓	T3	2	10, 24	Enjeux Mondiaux et du développement (MFM)
Programmation dans des environnements complexes en Afrique subsaharienne (<i>Mali, Mozambique, Nigeria et Somalie</i>)	✓	T4	3	8, 19, 32	Afrique subsaharienne (WGM)
Programme de réduction des menaces liées aux armes	✓	T4	1	27	Sécurité internationale et affaires politiques (IFM)
Évaluation horizontale : Stratégie emploi et compétences jeunesse (<i>Responsable : EDSC</i>)	✓	T4	1	24	Partenariats et opérations en développement international (KFM)
Examen interne : Stratégie de lutte contre le racisme d'AMC	✓	T4	4	47	Gestion des personnes et des talents (HCM)
Examen interne : Plan d'action sur la réconciliation avec les peuples autochtones d'AMC	✓	T4	4	21	Sécurité internationale et affaires politiques (IFM)
Évaluations institutionnelles du MOPAN	T3	T4	3	2	Enjeux Mondiaux et du développement (MFM)

Légende des exigences d'évaluation :



S et C dont les décaissements annuels moyens sur 5 ans sont supérieures à 5 millions de dollars par an

Proposition au Conseil du Trésor ou autre engagement législatif



Programmes sans S et C ou d'une valeur inférieure à 5 millions de dollars par an (à évaluer périodiquement)

Évaluations déterminées en fonction des priorités, des risques et des besoins du Ministère

Annexe I. Plan d'évaluation ministériel quinquennal

Année 2 – EF 2025-2026	Début prévu	Approbation planifiée	Exigences	Lien avec RP	Bureaux de première responsabilité
Évaluation horizontale : Arrangement sur la police civile au Canada et programme d'opérations policières internationales et de maintien de la paix	2024-2025 T3	2025-2026 T4	1	25	Sécurité internationale et affaires politiques (IFM)
Initiative sur le leadership mondial dans l'Arctique	2024-2025 T1	2025-2026 T1	2	5	Europe, Arctique, Moyen-Orient et Maghreb (EGM)
Programme de financement climatique d'Affaires mondiales Canada	2024-2025 T1	2025-2026 T1	2	10, 24	Enjeux Mondiaux et du développement (MFM)
Initiative principale d'AMC : Santé et droits sexuels et reproductifs (SDSR)	2024-2025 T2	2025-2026 T3	2	10, 24	Enjeux Mondiaux et du développement (MFM)
Programmes pour la stabilisation et les opérations de paix (PSOP)	2024-2025 T3	2025-2026 T3	2	25	Sécurité internationale et affaires politiques (IFM)
Croissance au service de tous (<i>inclusion éventuelle du commerce et développement</i>)	2024-2025 T3	2025-2026 T4	4	1, 2, 10, 29, 30, 31, 32	Politiques Stratégiques (PFM) Enjeux Mondiaux et du développement (MFM) Tous les géos
Examen conjoint de l'audit et de l'évaluation : Services de passation de marchés et d'approvisionnement d'Affaires mondiales Canada	2025-2026 T2	2025-2026 T4	4	48, 52, 53	Planification ministérielle, finance et technologie de l'information (SCM)
<i>Examen interne : Contrôles du commerce et des exportations</i>	2025-2026 T3	2025-2026 T4	2	13	Politique et négociations commerciales (TFM)
Évaluations institutionnelles du MOPAN	2025-2026	2025-2026	3	2	Enjeux Mondiaux et du développement (MFM)

Annexe I. Plan d'évaluation ministériel quinquennal

Année 3 – EF 2026-2027	Début prévu	Approbation planifiée	Exigences	Lien avec RP	Bureaux de première responsabilité
L'engagement du Canada dans les opérations de paix et la consolidation de la paix de l'ONU	2025-2026 T1	2026-2027 T1	②	25	Sécurité internationale et affaires politiques (IFM)
Plan d'action national du Canada pour les femmes, la paix et la sécurité	2025-2026 T1	2026-2027 T1	②	25	Sécurité internationale et affaires politiques (IFM)
CanExport*	2025-2026 T3	2026-2027 T3	②	14, 15	Développement du commerce international, investissement et innovation (BFM)
<i>Programme canadien de l'innovation à l'international (PCII) *</i>	2025-2026 T3	2026-2027 T3	②	15	Développement du commerce international, investissement et innovation (BFM)
Risque de catastrophe et résilience dans la région Indo-Pacifique *	2025-2026 T4	2026-2027 T4	②	31, 24	Asie-Pacifique (OGM) Enjeux Mondiaux et du développement (MFM)
Le Canada, partenaire actif et engagé dans la région Indo-Pacifique *	2025-2026 T4	2026-2027 T4	②	7, 18, 31	Asie-Pacifique (OGM)
Engagements des pays dans la région Indo-Pacifique* <i>Pays cibles potentiels : Indonésie, Philippines, Vietnam</i>	2025-2026 T4	2026-2027 T4	②	7, 18, 31	Asie-Pacifique (OGM)
Cybersécurité et diplomatie	2025-2026 T4	2026-2027 T4	②	21	Sécurité internationale et affaires politiques (IFM)
<i>Examen interne : La transformation d'Affaires mondiales Canada, phase I</i>	2026-2027 T3	2026-2027 T4	④		Transformation AMC (DFMT)
Évaluations institutionnelles du MOPAN	2026-2027	2026-2027	③	2	Enjeux Mondiaux et du développement (MFM)

* Évaluations prévues ayant des liens avec la Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique (SIP)

① S et C / LFP ② Prés. CT ③ RP ④ Priorité ministérielle

Annexe I. Plan d'évaluation ministériel quinquennal

Année 4 – EF 2027-2028	Début prévu	Approbation planifiée	Exigences	Lien avec RP	Bureaux de première responsabilité
Évaluation horizontale : La Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique (responsable : AMC) *	2025-2026	2027-2028	②	7, 14, 15, 31, 21, 26	Asia-Pacifique (OGM) Développement du commerce international, investissement et innovation (BFM) Sécurité internationale et affaires politiques (IFM)
Évaluation thématique : Santé et nutrition	2026-2027	2027-2028	②	10, 24	Enjeux Mondiaux et du développement (MFM)
Évaluation des programmes de finances innovantes (incl. IAIP, Programme de prêts souverains)	2026-2027	2027-2028	②	24, 33	Enjeux Mondiaux et du développement (MFM) Planification ministérielle, finance et technologie de l'information (SCM)
Programmes internationaux de financement mixte du Canada	2026-2027	2027-2028	④	24	Enjeux Mondiaux et du développement (MFM)
Aide consulaire et services administratifs pour les Canadiens à l'étranger	2026-2027	2027-2028	③	34	Services consulaires, sécurité et gestion des mesures d'urgence (CFM)
Examen interne : Initiative de transformation des subventions et des contributions	2026-2027	2027-2028	④	20, 33	Partenariats et opérations en développement international (KFM) Planification ministérielle, finance et technologie de l'information (SCM)
<i>Examen interne : Empreinte des missions d'Affaires mondiales Canada</i>	2026-2027	2027-2028	④	38	Transformation AMC (DFMT)
<i>Examen interne : La transformation d'Affaires mondiales Canada, phase II</i>	2027-2028	2027-2028	④		Transformation AMC (DFMT)
Évaluations institutionnelles du MOPAN	2027-2028	2027-2028	③	2	Enjeux Mondiaux et du développement (MFM)

* Évaluations prévues ayant des liens avec la Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique (SIP)

① S et C / LFP ② Prés. CT ③ RP ④ Priorité ministérielle

Annexe I. Plan d'évaluation ministériel quinquennal

Année 5 – EF 2028-2029	Début prévu	Approbation planifiée	Exigences	Lien avec RP	Bureaux de première responsabilité
Le nexus humanitaire, développement et paix	2027-2028	2028-2029	①* ④	22, 25, 29, 30, 31, 32	Enjeux Mondiaux et du développement (MFM) Sécurité internationale et affaires politiques (IFM) Tous les secteurs géographiques
Engagement du Canada en Ukraine	2027-2028	2028-2029	①	5, 16, 29	Europe, Arctique, Moyen-Orient et Maghreb (EGM)
Assistance technique dans le cadre de la programmation d'Affaires mondiales Canada	2027-2028	2028-2029	④	23, 29, 30, 31, 32	Partenariats et opérations en développement international (KFM) Tous les secteurs géographiques
Programme international du Canada pour la biodiversité	2027-2028	2028-2029	②	24	Enjeux Mondiaux et du développement (MFM)
Programme Voix et Leadership des Femmes 2.0	2027-2028	2028-2029	②	24	Enjeux Mondiaux et du développement (MFM)
Programme de partenariat de la plateforme nord-américaine (PPNA)	2027-2028	2028-2029	③	6, 17	Amériques (NGM)
Réforme du cadre des employés recrutés sur place (ERP)	2027-2028	2028-2029	③	39	Gestion des personnes et des talents (HCM)
Point de prestation des services communs (PPSC)	2027-2028	2028-2029	③	36, 38	Plateforme internationale (ACM)
Évaluations institutionnelles du MOPAN	2028-2029	2028-2029	③	2	Enjeux Mondiaux et du développement (MFM)

* LFP seulement liée à l'aide humanitaire internationale

① S et C / LFP ② Prés. CT ③ RP ④ Priorité ministérielle

Annexe II. Affaires mondiales Canada - Répertoire des programmes (2023-2024)

La *Politique sur les résultats* (2016) du Conseil du Trésor a introduit l'obligation pour tous les ministères d'établir, de mettre en œuvre et de tenir à jour un répertoire des programmes (RP) relié à son cadre de résultats ministériel. En plus des évaluations obligatoires et discrétionnaires planifiées, tous les programmes de l'RP sont encouragés par le CT à se faire évaluer périodiquement, le cas échéant. Par le biais des mises à jour annuelles du Plan d'évaluation ministériel quinquennal, AMC est également tenu de rendre compte de la couverture de l'évaluation (pourcentage des programmes et des dépenses organisationnelles) par rapport à l'RP et de justifier ce qui a été exclu et pourquoi.

I. Diplomatie et défense des intérêts internationaux	II. Commerce et investissements	III. Programmation en matière de développement, de paix et de sécurité	IV. Aide aux Canadiens à l'étranger	V. Soutien à la présence du Canada à l'étranger	VI. Services internes
1. Coordination des politiques internationales	12. Politique et négociations commerciales, accords et différends	20. Opérations d'aide internationale	34. Aide consulaire et services administratifs aux Canadiens à l'étranger	36. Services ministériels au niveau de la plateforme	44. Services de gestion et de surveillance
2. Politiques multilatérales	13. Réglementation commerciale	21. Programmation du Bureau des droits de la personne, des libertés et de l'inclusion (BDPLI)	35. Préparation et intervention en cas d'urgence	37. Directives sur le service extérieur	45. Services de communication
3. Droit international	14. Développement du commerce international	22. Aide humanitaire		38. Relations avec les clients et opérations des missions	46. Services juridiques
4. Le Bureau du protocole	15. Innovation et investissement international	23. Partenariats et innovation dans le développement		39. Services aux employés recrutés sur place	47. Ressources humaines
5. Politique et diplomatie en Europe, dans l'Arctique, au Moyen-Orient et au Maghreb	16. Commerce en Europe, dans l'Arctique, au Moyen-Orient et au Maghreb	24. Aide internationale multilatérale		40. Planification et intendance des biens immobiliers	48. Gestion financière
6. Politique et diplomatie pour les Amériques	17. Commerce dans les Amériques	25. Stabilisation et opérations de paix		41. Services professionnels et techniques pour l'exécution des projets de biens immobiliers	49. Gestion de l'information
7. Politique et diplomatie en Asie-Pacifique	18. Commerce en Asie-Pacifique	26. Programmes visant à renforcer les capacités de lutte contre la criminalité et le terrorisme		42. Préparation et sécurité de la mission	50. Technologies de l'information
8. Politique et diplomatie en Afrique subsaharienne	19. Commerce en Afrique subsaharienne	27. Réduction des menaces d'armes		43. Gestion de l'information et technologie de l'information du réseau des missions	51. Gestion des biens immobiliers (domestique)
9. Coordination géographique et appui aux missions		28. Fonds canadien d'initiatives locales			52. Gestion du matériel
10. Politique d'aide internationale		29. Aide internationale en Europe, dans l'Arctique, au Moyen-Orient et au Maghreb			53. Acquisition (approvisionnement)
11. Politique de sécurité internationale et diplomatie		30. Aide internationale dans les Amériques			
		31. Aide internationale en Asie-Pacifique			
		32. Aide internationale en Afrique subsaharienne			
		33. Politiques et opérations concernant les subventions et les contributions			

Remarque : AMC fait actuellement l'objet d'une réorganisation dont la première phase devrait être achevée à l'automne 2024. Cela pourrait avoir un impact sur la composition de l'inventaire des programmes d'AMC.

Annexe III. Programmes exclus du Plan d'évaluation ministériel quinquennal

Le plan d'évaluation ministériel actuel couvre 34 des 43 programmes requis dans le répertoire des programmes, c'est-à-dire les programmes de subventions et de contributions dont la moyenne quinquennale est égale ou supérieure à 5 millions de dollars par an. Les neuf programmes suivants entrent dans cette catégorie, mais sont exclus du calendrier d'évaluation quinquennal pour les raisons énumérées ci-dessous.

	Programme dans le Répertoire des programmes	Justification de l'exclusion
Responsabilité essentielle 1 : Diplomatie et défense des intérêts internationales	3. Droit international	Risque faible / Besoin faible. L'évaluation horizontale de la section 9 de la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés (responsable : Sécurité publique Canada) a été approuvée en juillet 2020.
	4. Le Bureau du protocole	Risque faible. Les recommandations de l'évaluation la plus récente (2017) ont été mises en œuvre et il n'y a pas eu de changement dans la programmation ou le contexte depuis la dernière évaluation.
	9. Coordination géographique et appui aux missions	Risque faible / Besoin faible. Évaluation achevée en 2020-2021.
Responsabilité essentielle 2 : Commerce et investissement	12. Politique et négociations commerciales, accords et différends	Risque faible. La portée de l'évaluation prévue sur la croissance au service de tous peut inclure une partie sur la programmation de nexus sur le commerce et le développement. Le lien avec ce programme sera déterminé après la réorganisation d'AMC.
	13. Réglementation commerciale	Risque faible / Besoin faible. Le programme dispose en moyenne de moins d'un million de dollars par an pour les S et C, ce qui n'est pas une exigence de la LGFP. Un examen interne sera effectué sur la réglementation commerciale et les contrôles d'exportations afin de compléter et de valider les recherches et les rapports déjà très étendus pour éclairer la prise de décision dans le cadre du programme.
Responsabilité essentielle 3 : Programmation en matière de développement, de paix et de sécurité	20. Opérations d'aide internationale	Risque faible / Besoin faible. Le Bureau responsable est inclus comme Bureau de seconde responsabilité dans plusieurs évaluations et dans l'examen interne de l'Initiative de transformation des subventions et des contributions.
	28. Fonds canadien d'initiatives locales	Risque faible / Besoin faible. Évaluation achevée en 2022-2023. Il n'y a pas d'exigence de la LGFP pour une évaluation au cours de la période du PEM.
Responsabilité essentielle 5 : Soutien à la présence du Canada à l'étranger	36. Services ministériels au niveau de la plateforme	Faible risque / Faible besoin. Le programme n'a pas de S et C. L'évaluation prévue précédemment n'est plus jugée nécessaire pour répondre aux besoins d'information.
	37. Directives sur le service extérieur	Risque faible. Il n'y a pas d'exigences quant à procéder à une évaluation au cours de la période de cinq ans, car il ne s'agit pas d'un programme de subventions et de contributions.

Annexe IV. Évaluations récemment publiées par Affaires mondiales Canada



La politique sur les résultats exige que tous les rapports d'évaluation corporative, les sommaires et les RPAD soient publiés sur le site web de l'AMC dans les 120 jours suivant leur approbation. Pour toutes les évaluations publiées, veuillez consulter :

www.international.gc.ca/gac-amc/publications/evaluation

Évaluation de la Stratégie du Canada pour répondre aux crises des Rohingyas et du Myanmar

Bientôt en ligne 2023-2024

Évaluation formative du Partenariat pour l'égalité des genres (Le Fonds Égalité)

 2024-2025

Évaluation de la cohérence en matière de diplomatie, de commerce et de l'aide internationale du Secteur de l'Europe, de l'Arctique, du M.O et du Maghreb (EGM)

 2023-2024

Évaluation des Programmes d'aide au renforcement des capacités de lutte contre la criminalité et des capacités antiterroristes

 2023-2024

Évaluation du programme des Accélérateurs technologiques canadiens (ATC)

 2023-2024

Évaluation de l'initiative Femmes d'affaires en commerce international (FACI)

 2023-2024

Évaluation de la programmation de l'aide internationale en Haïti

 2023-2024

Évaluation du Fonds canadien d'initiatives locales (FCIL)

 2022-2023

Évaluation des programmes d'aide internationale dans les pays à revenu intermédiaire

 2022-2023

Évaluation du programme Voix et leadership des femmes

 2022-2023

Évaluation de la cohérence en matière de diplomatie, de commerce et de l'aide internationale dans le Secteur de l'Asie-Pacifique (OGM)

 2021-2022

Évaluation de la Fondation Asie-Pacifique du Canada

 2021-2022

Évaluation du Secteur des partenariats pour l'innovation dans le développement

 2021-2022

Évaluation de la cohérence en matière de diplomatie, de commerce et de développement dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes (NGM)

 2020-2021

Évaluation de l'égalité des genres et du renforcement du pouvoir des femmes et des filles au Moyen-Orient et au Maghreb

 2020-2021